Négociations de paix au Darfour : où sont les femmes ?

Partage international n° 261 – Mai 2010

par Wangari Maathai

Nairobi, Kenya

On annonce la normalisation des relations diplomatiques entre le Tchad et le Soudan, ainsi que la signature d'un cessez-le-feu et des pourparlers de paix entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM). Mais il reste un long chemin à parcourir pour résoudre la crise au Darfour.

Il y a vraiment de quoi douter. Le conflit dure depuis sept ans, avec plusieurs tentatives de paix infructueuses. De nombreux analystes font remarquer que l'Accord de paix pour le Darfour (DPA) de 2006, signé entre le gouvernement et une seule faction rebelle, était voué à l'échec avant d'avoir été conclu.

Présidés par Djibril Bassolé, ancien ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, les pourparlers de paix de Doha doivent réparer les erreurs du DPA afin d'éviter un autre échec - à savoir s'assurer que le processus est inclusif et consultatif, plutôt que de chercher à obtenir des signatures trop rapidement. L'élément essentiel manquant est la participation des femmes soudanaises, avec leur capacité d'assurer du lien.

Parmi la multitude des sans-voix au Soudan se trouvent les femmes qui sont trop souvent exclues des négociations de paix formelles. De façon alarmante, une étude de l'Unifem (Fonds de développement des Nations unies pour les femmes) révèle que seuls 3 % des signataires des différents accords de paix depuis 1992 sont des femmes. Le rôle décisif que les femmes sont susceptibles de jouer dans les processus de paix est bien documenté à travers le continent africain - du Rwanda au Libéria et à l'Ouganda. En Somalie, et dans d'autres pays en guerre, seules les femmes étaient capables de transmettre des messages entre factions armées ou d'opérer des rapprochements entre factions se percevant comme ennemies. En Ouganda, la participation des femmes dans le processus de paix conduisit à une prise en compte plus large des problèmes d'éducation et de santé dans les négociations autour du désarmement, de la démobilisation et de la réhabilitation - domaines considérés traditionnellement comme relevant exclusivement des hommes.

Cela ne fait pas les grands titres de la presse internationale, mais les femmes sont très actives, en marge des négociations de paix de Doha. Elles participent au forum de la société civile, plaident avec constance la cause des femmes au Soudan, à l'étranger, et au sein de la diaspora. Un groupe de femmes soudanaises de la diaspora, originaires de différentes régions du Soudan, s'est arrangé pour participer aux négociations de paix en soutien à leurs sœurs soudanaises. Bien que ces femmes ne disposent d'aucune voix officielle dans les pourparlers, elles ont rencontré l'équipe de D. Bassolé et les factions rebelles - attirant l'attention sur le manque de représentation des femmes et s'efforçant d'obtenir des rapprochements entre les différents groupes.

Malgré cela, la présence des femmes fait défaut lors des négociations officielles. L'équipe de médiation, les envoyés internationaux et les autres partenaires de la paix au Soudan manquent remarquablement de femmes éminentes capables d'assurer que le processus de paix est vraiment engagé dans le sens d'une approche inclusive afin que tous les citoyens soient représentés. A la lumière des comités internationaux dépendant de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, c'est une sérieuse omission dans le processus de paix.

Il devrait y avoir un dispositif permettant de s'assurer que la société civile jouera un rôle direct sur les négociations. La paix ne se fera pas simplement en réunissant les parties combattantes ; le processus doit s'assurer que la voix et les préoccupations du peuple seront prises en compte. Actuellement, le gouvernement soudanais et les groupes rebelles du Darfour ont bloqué les tentatives d'intégration de la société civile dans le processus. Comme ni le gouvernement soudanais ni, de plus en plus, les groupes rebelles ne sont des représentants adéquats du peuple du Darfour, le rôle de la société civile dans le processus des négociations est d'autant plus indispensable.

Les acteurs internationaux au Soudan, dont les Etats-Unis, l'Europe et la Russie, devraient soutenir le processus de paix par une approche coordonnée. Et cette approche commune devrait reconnaître l'importance de la participation des femmes dans le processus. Cette approche était d'ailleurs préconisée par l'Union africaine et le Rapport commandité sur le Darfour, à l'initiative du précédent président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki.

Voici venu le temps d'ouvrir les négociations et de s'assurer que la majorité de la population du Soudan, les femmes, ont un poids pour leur propre avenir.

Auteur : Wangari Maathai, est une militante écologiste et politique. En 2004, elle devient la première femme africaine à recevoir le Prix Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ».
Sources : IPS
Thématiques : femmes
Rubrique : Divers